

höfen, welche sich in unmittelbarer Nähe der beiden Portale des Vereinatunnels befinden, ist vorweg durch das Bauprogramm bedingt. Es sind frühzeitig die Voraussetzungen zu schaffen, damit ein bedeutender Teil des Ausbruchmaterials daselbst deponiert werden kann und nicht über grössere Distanzen ausserhalb der Baustellen zu transportieren ist. Diese Deponien bilden gemäss Projekt den Unterbau der Verladebahnhöfe.

Am augenfälligsten tritt dieser Umstand auf der Südseite zutage. Dort sind zur Schaffung der genannten Voraussetzungen vorweg namhafte Kunstbauten im Zusammenhang mit der neuen Führung der Kantonsstrasse erforderlich.

Die hier in Frage stehenden Arbeiten stellen somit keine Sachzwänge für künftige Investitionen dar, wie dies vom Interpellanten vermutet wird. Das BAV würde ein solches Vorgehen seitens der Bahn unter keinen Umständen akzeptieren.

3. Da die Vorschläge des Interpellanten, wie erwähnt, dem in der Botschaft über die Vereinabahn angegebenen Zweck dieser Verbindung zuwiderlaufen, steht es dem Bundesrat nicht zu, bei der Direktion der RhB zu intervenieren und diese Projektänderungen durchzusetzen, noch hat die Bahn selbst die Möglichkeit, dies in eigener Regie zu tun. Bundesrat und RhB sind verpflichtet, das Projekt soweit finanziell möglich im Sinn der Botschaft über die Vereinabahn zu realisieren.

Zudem erübrigt sich eine solche Intervention, da wie erwähnt aus heutiger Sicht die Krediteinhaltung durch die Ergreifung des Massnahmenpakets gemäss der rollenden Blockierungsplanung gewährleistet werden kann.

4. Die Botschaft über die Vereinabahn erachtet das Treibstoffzollgesetz aus juristischen und finanztechnischen Gründen als keine taugliche Grundlage für die Finanzierung. Der Bundesanteil wird gestützt auf Artikel 23 der Bundesverfassung in seinem vollen Umfang zu Lasten des ordentlichen Bundesbudgets geleistet.

Die Frage der Finanzierung bildet daher einen integrierenden Bestandteil des Bundesbeschlusses über die Vereinabahn, und der Bundesrat ist daher der Meinung, dass darauf nicht zurückzukommen sei. Mit einer Finanzierung über das Treibstoffzollgesetz lassen sich die Probleme im Zusammenhang mit den Mehrkosten weder lösen noch mildern. Eine Aenderung der Finanzierung gemäss Vorstellung des Interpellanten würde lediglich eine Verschiebung von finanziellen Verpflichtungen innerhalb des Bundes bedeuten, auf welche der Lebersichtlichkeit wegen zu verzichten ist.

Präsident: Der Interpellant ist von der Antwort des Bundesrates nicht befriedigt und verlangt Diskussion.

Abstimmung – Vote

Für den Antrag auf Diskussion offensichtliche Mehrheit
Dagegen Minderheit

Verschoben – Renvoyé

92.3579

Interpellation Narbel

Elektrizitätsleitungen. Beschleunigung des Genehmigungsverfahrens

Accélération de l'approbation des plans de lignes électriques

Wortlaut der Interpellation vom 18. Dezember 1992

Angesichts der Verzögerungen bei der Genehmigung von Elektrizitätsleitungen, wie ich sie in der Begründung beschreibe, stelle ich dem Bundesrat folgende Fragen:

1. Wirken sich die Verzögerungen bei der Genehmigung der Pläne für Elektrizitätsleitungen wirtschaftlich für unser Land nicht äusserst schädlich aus?

2. Könnte der Bundesrat nicht im USG verbindliche Fristen festlegen, damit sich derartige Verzögerungen nicht wiederholen?

3. Könnte man sich nicht für die Lösung entscheiden, wie sie bei der Leitung Cleuson-Dixence getroffen worden ist, indem man eine Frist festlegt, innerhalb welcher die Bewilligung erteilt werden muss? Die Frist wäre vom Bundesrat festzulegen.

4. Könnte der Bundesrat nicht, um aufwendige Verfahren zu vermeiden, einen Vermittler bezeichnen, der, so wie das Bundesgericht im Falle des Projektes Cleuson-Dixence, die Blockierung aufhebt?

Texte de l'interpellation du 18 décembre 1992

Devant les retards tels que décrits dans le développement pour l'approbation des lignes électriques, je pose les questions suivantes au Conseil fédéral:

1. Les retards dans l'approbation des plans de lignes électriques ne sont-ils pas hautement préjudiciables pour l'économie du pays?

2. Le gouvernement pourrait-il envisager de fixer des délais impératifs dans la LPE, qui empêchent le renouvellement de tels retards?

3. La solution de déblocage de Cleuson-Dixence ne pourrait-elle pas être adoptée, en fixant un délai dans lequel l'approbation devrait intervenir? Ce délai serait fixé par le Conseil fédéral.

4. Pour éviter des procédures fastidieuses, le Conseil fédéral pourrait-il désigner un médiateur qui, à l'instar du Tribunal fédéral dans le projet Cleuson-Dixence, débloquerait la situation?

Mitunterzeichner – Cosignataires: Aubry, Chevallaz, Comby, Couchepin, Darbellay, Ducret, Duvoisin, Eggly, Epiney, Etique, Frey Claude, Friderici Charles, Gobet, Gros Jean-Michel, Guinand, Leuba, Maitre, Mamie, Perey, Philipona, Pidoux, Pini, Poncet, Sandoz, Savary, Scheurer Rémy, Schmied Walter, Zwahlen (28)

Schriftliche Begründung – Développement par écrit

Selon une ancienne procédure, il a fallu dix ans pour obtenir l'approbation de principe pour la ligne Vaux-sur-Morges-Eysins et sept ans pour la ligne Eysins-Verbois. Depuis fin 1989, le dossier relatif aux plans de détail pour ces deux lignes a été déposé à l'Inspection fédérale des installations à courant fort. A ce jour, aucune approbation n'est intervenue et un grand nombre d'études complémentaires ont été demandées et effectuées.

Récemment, dans le projet Cleuson-Dixence, le Tribunal fédéral a donné un délai de deux mois aux promoteurs du projet et aux opposants pour trouver un accord. Cette intervention de notre haute autorité judiciaire a permis de débloquent rapidement la situation.

En matière de transport d'énergie, les retards pris dans la réalisation des lignes électriques coûtent fort cher aux consommateurs: 50 millions de kWh/an pour les pertes de transport ainsi que des frais supplémentaires, dont le total atteint 100 millions de francs, total qui dépassera certainement le coût de la ligne lors de sa mise en service.

Schriftliche Stellungnahme des Bundesrates

vom 3. Februar 1993

Rapport écrit du Conseil fédéral

du 3 février 1993

La motion 92.3086 Berger («Procédure accélérée pour les installations énergétiques») a été présentée au Parlement le 12 mars 1992. Convaincu qu'il faut accélérer les procédures d'approbation des plans d'installations à courant fort en dépit d'exigences nouvelles (par exemple, la protection de l'environnement, l'aménagement du territoire), le Conseil fédéral a déclaré, le 13 mai, vouloir accepter la motion. Celle-ci a alors été transmise par le Conseil national le 19 juin et par celui des Etats le 1er décembre dernier. L'accélération souhaitée de la

procédure d'approbation des plans d'installations à courant fort, en particulier des lignes de transport, requiert une révision de la loi sur l'électricité. Le département compétent a commencé les travaux préliminaires.

A l'enseigne du programme «Energie 2000», le Conseil fédéral a institué notamment un groupe de conciliation «Lignes à haute tension», qui réunit des représentants des autorités, de l'industrie de l'électricité et des organisations écologistes. Il est chargé de trouver une plate-forme d'entente sur les lignes de transport qu'il convient de réaliser ou de transformer ces prochaines années. L'intention est de créer un consensus pour les projets bien étayés et respectueux de l'environnement, en évitant les retards dans la réalisation (et par conséquent des investissements à mauvais escient).

Au sujet des tronçons de la ligne EOS Galmiz-Verbois mentionnés dans l'interpellation, nous précisons ceci: l'Inspection fédérale des installations à courant fort (IFICF) a approuvé les plans détaillés le 29 octobre 1991. Contre cette décision, un recours a été introduit devant le Département fédéral des transports, des communications et de l'énergie (DFTCE). Celui-ci tranchera prochainement. Pour le tronçon Vaux-sur-Morges-Eysins, la procédure d'approbation des plans détaillés est en cours. La décision de l'IFICF devrait tomber au printemps de 1993.

Dans ce contexte, rappelons également notre réponse à la motion de la Commission des constructions publiques du Conseil des Etats du 12 août 1992, ainsi que le mandat donné au Contrôle administratif du Conseil fédéral (CCF), chargé d'accorder toute priorité à la coordination des procédures de décision sur les grands projets à incidence spatiale. La faisabilité de ce mandat est à l'étude. Les conclusions en seront présentées au Conseil fédéral à la fin de l'année. On examinera encore les possibilités de simplifier et d'accélérer les procédures lors de la prochaine révision de la loi fédérale d'organisation judiciaire.

Réponse aux questions:

1. Les retards parfois importants dans l'approbation des plans d'installations à courant fort peuvent avoir des conséquences néfastes pour l'économie (coûts économiques, mise en danger de l'approvisionnement). A l'aide des mesures indiquées, nous voulons faire en sorte que ces installations, lorsqu'elles sont nécessaires, puissent être autorisées et réalisées en temps voulu.

2./3. Les dispositions légales n'autorisent pas le Conseil fédéral à fixer un délai dans lequel des plans devraient être approuvés. Il conviendra toutefois d'examiner cette question lors de la révision de la loi sur l'électricité.

4. De même, elles n'autorisent pas le Conseil fédéral à intervenir dans une procédure d'approbation des plans, par exemple en désignant un médiateur.

En revanche, la stratégie adoptée dans le programme «Energie 2000» prévoit le recours à un médiateur pour chacun des trois groupes de conciliation qui ont été créés (lignes à haute tension, énergie hydro-électrique, déchets nucléaires). En effet, il est permis de penser qu'une personnalité reconnue par toutes les parties peut aider à débloquer la situation et à trouver un consensus.

Präsident: Der Interpellant ist von der Antwort des Bundesrates teilweise befriedigt und verlangt Diskussion.

Abstimmung – Vote

Für den Antrag auf Diskussion
Dagegen

offensichtliche Mehrheit
Minderheit

Verschoben – Renvoyé

92.3513

Interpellation Reimann Maximilian Bundesfestgelder der PTT Dépôts fédéraux à terme des PTT

Wortlaut der Interpellation vom 14. Dezember 1992

Seit Mitte Oktober 1992 nimmt die Post im Auftrag und auf Rechnung des Bundes Festgelder zwischen 10 000 Franken und 1 Million pro Tag und Kopf mit Laufzeiten von ein bis drei Jahren entgegen. An sich sind Wettbewerb und neue Anlagemöglichkeiten auf dem Finanzplatz Schweiz sehr zu begrüßen; dennoch drängen sich folgende Fragen auf:

1. Sorgfaltspflicht und Geldwäscherei

Da die PTT nicht der Sorgfaltspflichtvereinbarung der Banken unterstellt sind und ihr Schalterpersonal in Bankaktivitäten wenig geschult und erfahren ist, könnte dem organisierten Verbrechen via Postschalter ein neuer und wesentlich einfacherer Zugang zur Geldwäscherei als am Bankschalter eröffnet worden sein. Teilt der Bundesrat diese Befürchtung?

2. Emissionsabgabe

Im Gegensatz zu den zwei- und dreijährigen Kassenobligationen der Banken, die als Hauptkonkurrenz zu den neuen Bundesfestgeldern zu betrachten sind, wird auf letzteren keine Emissionsabgabe erhoben. Auf Kassenobligationen hingegen ist eine solche geschuldet, derzeit 0,15 Prozent des Nominalwertes, 0,6 Promille pro Jahr ab 1. April 1993. Wie rechtfertigt der Bundesrat diese Privilegierung der Geldaufnahme durch den Bund und die Wettbewerbsverzerrung gegenüber den Banken?

3. Werbung

Für die Bundesfestgelder betreiben die PTT eine kostspielige und äusserst aggressive Werbung. Hält der Bundesrat Werbeslogans für die Finanzierung des Bundeshaushaltes wie: «Lassen Sie am liebsten andere für sich arbeiten», oder: «Heben Sie die Hand und sprechen Sie uns nach: Ich will zehntausend Franken und mehr vollkommen sicher anlegen» nicht für fragwürdig, geschmacklos und für die Ehre unseres Landes unwürdig?

4. Quersubventionierung

Kann der Bundesrat die verbindliche Erklärung abgeben, dass diese bankenähnliche Dienstleistung der Post zugunsten des Bundes nicht mit Erträgen aus Monopolsparten der PTT-Betriebe quersubventioniert wird? Wie hoch ist die Vermittlungskommission? Reicht diese effektiv aus zur Abdeckung aller Aufwendungen (inkl. 155er Gratistelefon)?

5. Strukturelle und institutionelle Problematik

Hält der Bundesrat die Lancierung dieser privilegierten neuen Anlageform, die sich primär als Konkurrenz zur angeschlagenen Regionalbankenbranche erweist, zum jetzigen Zeitpunkt für geeignet? Wäre es nicht fairer, diesen neuen «Bankpostdienst» über eine Institution (Postbank, Postsparkasse oder Zweig der Nationalbank) abzuwickeln, die dem Bankengesetz unterstellt ist und von der Eidgenössischen Bankenkommision kontrolliert werden kann?

Texte de l'interpellation du 14 décembre 1992

Depuis mi-octobre 1992, la poste offre, pour le compte de la Confédération, des dépôts à terme fixe de 10 000 à un million de francs par jour et par personne, d'une durée de un à trois ans. Si, en soi, ces nouvelles formes de placement et la concurrence qu'elles représentent sur la place financière suisse sont bienvenues, elles soulèvent néanmoins les questions suivantes:

1. Devoir de diligence et recyclage de gains illicites

Etant donné que les PTT ne sont pas soumis à l'obligation de diligence comme les banques, et que leur personnel est peu formé aux activités bancaires, il se pourrait que les milieux du crime organisé trouvent, grâce aux guichets postaux, un

Interpellation Narbel Elektrizitätsleitungen. Beschleunigung des Genehmigungsverfahrens

Interpellation Narbel Accélération de l'approbation des plans de lignes électriques

In	Amtliches Bulletin der Bundesversammlung
Dans	Bulletin officiel de l'Assemblée fédérale
In	Bollettino ufficiale dell'Assemblea federale
Jahr	1993
Année	
Anno	
Band	I
Volume	
Volume	
Session	Frühjahrssession
Session	Session de printemps
Sessione	Sessione primaverile
Rat	Nationalrat
Conseil	Conseil national
Consiglio	Consiglio nazionale
Sitzung	16
Séance	
Seduta	
Geschäftsnummer	92.3579
Numéro d'objet	
Numero dell'oggetto	
Datum	19.03.1993 - 08:00
Date	
Data	
Seite	635-636
Page	
Pagina	
Ref. No	20 022 499

Dieses Dokument wurde digitalisiert durch den Dienst für das Amtliche Bulletin der Bundesversammlung.

Ce document a été numérisé par le Service du Bulletin officiel de l'Assemblée fédérale.

Questo documento è stato digitalizzato dal Servizio del Bollettino ufficiale dell'Assemblea federale.